

Brochure n° 3233

Convention collective nationale

IDCC : 1405. – **EXPÉDITION ET EXPORTATION
DE FRUITS ET LÉGUMES**

AVENANT DU 17 OCTOBRE 2008
RELATIF AU TAUX D'APPEL DE COTISATION POUR L'ANNÉE 2009
NOR : ASET0950089M
IDCC : 1405

Entre :

L'association nationale des expéditeurs et exportateurs de fruits et légumes (ANEEFEL),

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des services annexes (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Mise en place d'un taux d'appel de cotisation
à effet au 1^{er} janvier 2009*

Personnel non cadre :

A compter du 1^{er} janvier 2009, les cotisations seront appelées à hauteur de 0,66 % TA + 0,66 % TB (1) ; en fonction des résultats techniques enregistrés par le régime de prévoyance conventionnel, le taux d'appel pourra être reconduit ou modifié.

(1) Tranche A : partie du salaire brut limitée au plafond annuel de la sécurité sociale.
Tranche B : partie du salaire brut comprise entre 1 et 4 plafonds annuels de la sécurité sociale.

Le taux contractuel est fixé à 0,78 % TA + 0,78 % TB (1).

Personnel cadre :

A compter du 1^{er} janvier 2009, les cotisations seront appelées à hauteur de 1,65 % TA + 2,66 % TB (1) ; en fonction des résultats techniques enregistrés par le régime de prévoyance conventionnel, le taux d'appel pourra être reconduit ou modifié.

Le taux contractuel est fixé à 2,06 % TA + 3,32 % TB (1).

Les taux sont répartis entre employeur et salarié à raison de :

- 60 % pour l'employeur ;
- 40 % pour le salarié.

Article 2

Modification de la garantie « maintien de salaire »

Conformément à l'article 5 de l'accord de modernisation du marché du travail du 11 janvier 2008 portant révision de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel relatif à la mensualisation du 10 décembre 1977, l'article 3 de l'annexe III de la convention collective nationale est modifié comme suit :

« L'indemnisation court à compter du premier jour d'absence en cas d'accident du travail ou maladie professionnelle et à compter du 8^e jour d'absence dans tous les autres cas (au lieu du onzième jour d'absence).

L'ancienneté prise en compte pour permettre l'ouverture du droit à indemnisation est modifiée de la façon suivante : 1 an d'ancienneté dans la profession et 6 mois dans l'entreprise (au lieu de 2 ans dans la profession et 6 mois dans l'entreprise).

Les niveaux d'indemnisation demeurent inchangés et les temps d'indemnisation restent augmentés de 10 jours par période entière de 5 ans d'ancienneté, conformément au tableau suivant :

(En jours.)

ANCIENNETÉ dans la profession	DURÉE D'INDEMNISATION à 90 %	DURÉE D'INDEMNISATION à 66 %
De 1 à 5 ans	90	90
De 6 à 10 ans	100	100
De 11 à 15 ans	110	110
De 16 à 20 ans	120	120
De 21 à 25 ans	130	130
De 26 à 30 ans	140	140
De 31 à 35 ans	150	150
De 36 à 40 ans	160	160
De 41 à 45 ans	170	170
Plus de 46 ans	180	180

(1) Tranche A : partie du salaire brut limitée au plafond annuel de la sécurité sociale.
Tranche B : partie du salaire brut comprise entre 1 et 4 plafonds annuels de la sécurité sociale.

Cette modification est applicable à tous les événements postérieurs à la date d'effet du présent avenant. »

Article 3

Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 4

Extension du présent avenant, publicité

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée en application des articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail.

Article 5

Durée, révision, dénonciation

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou de l'autre des parties signataires.

La révision pourra prendre effet dans les conditions visées aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. L'accord pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Les modalités de dénonciation sont fixées aux articles L. 2222-6, L. 2261-9, L. 2261-10, L. 2261-11, L. 2261-13 et L. 2261-14 du code du travail. Toutefois, les nouvelles négociations devront être engagées dans le mois de la signification de la dénonciation.

Fait à Paris, le 17 octobre 2008.

(Suivent les signatures.)